

ENVIRONNEMENT ■ Créée en 2017, l'association Morvent en colère n'a pas cessé d'être active malgré le contexte

Du « lobbying local » contre l'éolien

Créée au départ contre le projet éolien de Saint-Léger-Vauban, l'association Morvent veut agir à plusieurs niveaux pour défendre le patrimoine naturel du Morvan.

Maëlle Hamma
maelle.hamma@centrefrance.com

Née au printemps 2017, et riche d'environ 250 adhérents, l'association Morvent en colère n'a jamais caché sa position, tranchée, vis-à-vis du développement de l'éolien dans la région, et notamment dans le Morvan. À l'époque, ses membres s'opposaient à l'implantation d'éoliennes à Saint-Léger-Vauban, mais aujourd'hui, l'association veut aussi informer, confronter les points de vue et les arguments afin que tout un chacun soit en capacité d'avoir un avis éclairé sur la question.

Un documentaire vu plus de 50.000 fois sur le web

« Ce que nous recherchons, ce sont des lieux de confrontations, on peut être pour ou contre, mais il faut avoir toutes les informations. Nous avons travaillé pendant près de dix mois pour réaliser un documentaire intitulé *Éolien, la belle illusion*. Nous l'avons sorti en juin sur la plateforme Youtube et il a été visionné plus de 53.000 fois. Nous l'avons ensuite projeté au ciné-



ACTIONS. Comme une sorte de lobby local, l'association Morvent en colère mène de multiples actions pour lutter contre le développement de projets éoliens et solaires dans le Morvan. Mais elle a aussi noué des liens avec d'autres associations et tente de se faire une place dans les institutions. ARCHIVES

ma de Saulieu en faisant intervenir un modérateur, c'était un débat très riche », explique Christophe Normier, président de l'association, et vice-président de l'association Cereme, un cercle d'étude sur les réalités écologiques et mix énergétique.

Toujours dans cette démarche d'information et de sensibilisation, Morvent en colère édite aussi une lettre mensuelle. « En 2022, nous souhaitons relancer nos cafés éoliens, une fois par mois pour débattre de ce sujet. Nous allons aussi essayer de

créer une émission de radio qui serait diffusée sur les radios locales. »

Celle qui entretient également des liens étroits avec d'autres associations de préservation du patrimoine travaille aussi à se faire une place dans les instances et institutions, comme au Parc du Morvan dont elle est membre. Mais elle ne s'arrête pas là. Comme une forme de lobby local, elle s'est aussi donnée pour mission de peser dans les décisions relatives au déve-

loppement de projets éoliens et solaires.

Interpeller la Région et les futurs candidats aux élections de 2022

Son président Christophe Normier a ainsi décidé de faire entendre la voix de l'association au sein du Conseil régional. « J'ai été élu conseiller régional d'opposition (*dans le groupe Union*

des républicains et du centre et écologistes indépendants ndlr). Il fallait tout faire pour être présent dans cette institution. Par ailleurs, de nombreux maires sont membres de l'association. Pour ma part, ça n'est pas vraiment une question politique, mais je me suis engagé pour faire valoir nos arguments, car la Région fait du prosélytisme sur ces énergies renouvelables, notamment sur le solaire et l'éolien qui ne sont pourtant pas neutres au niveau du bilan carbone », appuie celui qui dénonce aussi les « pratiques des promoteurs » et « l'agressivité des industriels ». « En 2022, on compte bien interroger les candidats à l'élection présidentielle et aux législatives sur ce sujet. On sent tout de même une petite évolution positive, peut-être que le vent tourne, mais il faut rester vigilants », glisse-t-il.

Quant au projet qui retenait toute son attention au départ, celui de Saint-Léger-Vauban, l'association y reste attentive et travaille à compiler les arguments contre. « Sur les quinze derniers mois, nous avons réalisé plus de 1.000 observations d'espèces protégées. On a constaté la présence de cigognes noires, cela pourrait être rédhibitoire pour le projet. Le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) sera aussi un point qui bloquera », cite le président de l'association. Dans les prochains mois, l'association compte reprendre contact avec la municipalité et continuer sa veille sur la biodiversité. ■